

Armée offensive ou armée défensive?

Autor(en): **Lécomte**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **83 (1938)**

Heft 8

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-341883>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Armée offensive ou armée défensive ?

Depuis quelque temps, on discute beaucoup dans nos milieux d'officiers, surtout en Suisse allemande, la question de savoir si notre armée doit être essentiellement offensive ou défensive.

Nous avons tous, depuis un demi-siècle et plus, été nourris de la croyance au dogme indiscuté de l'offensive. Il y a bien eu, dans les premières années de notre siècle, en faveur de la défensive, une réaction dont seuls quelques vétérans comme moi ont gardé le souvenir. Sous l'influence du chef de l'arme du génie, le colonel Weber, véritable apôtre de la fortification, on a fait, principalement sur les canaux de la Thièle et de la Linth, à l'échelon brigade et division, plusieurs exercices fort instructifs d'attaque et défense de positions fortifiées. Ces exercices mis à part, nos manœuvres ont généralement débuté par le lâcher de deux divisions, qui se sont ruées l'une sur l'autre et se sont combattues pendant deux ou trois jours avec plus ou moins de succès.

L'année dernière seulement, un nouvel apôtre de la défensive s'est levé en la personne du lieutenant-colonel Däniker, aujourd'hui commandant des écoles de tir de Wallenstadt. Cet officier a eu le courage de dire à l'assemblée générale des officiers suisses, à Aarau, que notre armée devait être essentiellement une armée défensive (*defensivkräftig*) et qu'elle devait se borner au combat défensif (*Abwehrkampf*).

Plus récemment, dans la livraison de juin 1938 du *Journal militaire suisse*, le lieutenant-colonel W. Frick a osé écrire

qu'il fallait élever nos troupes dans un esprit défensif (*Defensivgeist*) et laisser aux autres, c'est-à-dire à l'étranger, l'esprit d'offensive à tout prix (*rücksichtslosester Offensivgeist*).

Que faut-il penser de tout cela ? Ces deux fantassins sont-ils de dangereux hérétiques ou de hardis réformateurs ?

Avant d'aborder le fond de la question, il faut remarquer que la langue allemande paraît avoir des nuances que notre pauvre langue française n'a pas. Ainsi le lieutenant-colonel Däniker s'efforce d'établir une distinction entre « Abwehr » et « Verteidigung », qui tous deux se traduisent en français par « défense » ou « défensive ». La discussion risque ainsi de glisser du domaine de la stratégie et de la tactique dans celui de la philologie et de la grammaire.

Il ressort d'ailleurs des articles Däniker et Frick que leurs auteurs n'entendent nullement prêcher la défensive passive, mais une défensive active qui n'exclut pas, qui exige même, des actions offensives dans le domaine tactique.

Il me semble cependant que le lieutenant-colonel Däniker a un peu forcé la note en posant le dilemme :

armée offensive capable de manœuvrer habilement et de fondre sur l'envahisseur ;

ou bien : armée défensive, capable de repousser des attaques.

Or nous possédons actuellement une armée de la seconde catégorie ; nos moyens ne nous permettent pas de la transformer en une de la première. Donc, nous sommes condamnés à la défensive.

Sutor ne supra crepidam.

Le raisonnement est juste, mais le problème est-il bien posé ?

Y a-t-il vraiment des armées purement offensives et des armées strictement défensives ? N'est-il pas indispensable à une armée, comme à un boxeur ou escrimeur, de savoir

à la fois porter des coups et en parer ? Et n'est-ce pas souvent en attaquant qu'on se défend le mieux ?

Pour moi, je crois que notre armée ne remplira pas son but si elle se borne à repousser des attaques. Elle *doit* être capable de manœuvrer habilement et de fondre sur l'envahisseur, sans pour cela être une armée offensive, au sens qu'on donne à ces mots chez nos grands voisins.

Actuellement, elle est peu manœuvrière, et là je suis d'accord avec le lieutenant-colonel Däniker. Mais je suis moins pessimiste que lui au sujet de la possibilité de la rendre capable d'actions offensives d'une certaine envergure. Selon lui, pour attaquer, il faut de très gros moyens en canons lourds, avions et chars, qui dépassent nos possibilités.

Pour une offensive de grand style, comme l'invasion d'un pays, ou l'attaque d'un front fortifié, cela va de soi. Mais nous ne voulons ni envahir l'Allemagne ni forcer la ligne Maginot. Nous ne voulons que manœuvrer « habilement », c'est-à-dire rapidement, avec quelques divisions, sur un terrain coupé et à nous bien connu, contre un envahisseur qui a à peine eu le temps de s'orienter dans ce terrain et n'a probablement pas même l'intention de s'y incruster. Pour cela, des masses d'artillerie lourde et de chars seraient peut-être plus nuisibles qu'utiles. Ce qu'il importe surtout de mettre au point, ce sont d'abord le commandement suprême, ensuite les réseaux de communications et de transmissions, et cela ne me paraît pas au-dessus de nos moyens.

Le lieutenant-colonel Frick, lui, veut, en tout premier lieu, inculquer à notre peuple et à nos troupes l'esprit défensif. D'accord, en principe, mais à condition de ne pas tuer l'esprit offensif, qui doit subsister au fond du cœur de tout soldat digne de ce nom. Ce qu'il faut tuer, c'est l'esprit, ou plutôt la folie, d'offensive à outrance, en tout et partout, envers et contre tous, avec ou sans moyens.

J'ose supposer que les lecteurs de la *Revue militaire suisse* ont encore plus ou moins présents à la mémoire mes

articles : *La défense de la Suisse à travers les âges* (août 1937) et *Les guerres offensives de la Suisse* (mai 1938).

Dans le premier de ces articles, je crois avoir démontré que la Suisse a toujours pu, de 1315 à 1799, être défendue avec succès par des actions offensives bien préparées et bien conduites.

Dans le second, j'ai fait ressortir que les offensives hors frontières des Confédérés, au début du XVI^e siècle, n'ont procuré que quelques victoires glorieuses mais stériles et ont abouti à Marignan, en 1515, à un désastre comparable à celui que subit, trois siècles plus tard, Napoléon à Waterloo.

Donc, notre histoire militaire nous conseille une stratégie défensive, vivifiée par une tactique faisant un large emploi de l'offensive.

Cela dit, je tiens à féliciter les lieutenants-colonels Däniker et Frick d'avoir remis en honneur la tactique défensive, et je veux essayer d'exposer ci-dessous quelles conséquences cette nouvelle orientation aurait sur l'organisation, l'équipement et l'instruction de notre armée.

* * *

Je viens de parler de notre histoire militaire. Je voudrais d'abord en rappeler brièvement l'un des plus glorieux chapitres, les guerres de Bourgogne, de 1475 à 1477.

Au début, les Confédérés ont fait de la stratégie offensive ; ils ont conquis et dévasté le Pays de Vaud, puis sont rentrés chez eux, ne laissant que de faibles garnisons à Yverdon et Grandson.

En 1476, le duc de Bourgogne a pris, à son tour, l'offensive stratégique, a enlevé ces garnisons et a, à deux reprises, tenté de marcher sur Berne. Les deux fois, les Confédérés l'ont battu à plate couture, à Grandson et à Morat, par des actions tactiques nettement offensives.

En fin d'année, les Confédérés, *et leurs alliés*, ont entrepris une nouvelle offensive stratégique qui a abouti, en

janvier 1477, à Nancy, à la défaite et à la mort du Téméraire, au profit surtout des susdits alliés.

Et maintenant, je voudrais essayer d'esquisser comment, à mon sens, l'armée suisse devrait se défendre si un nouveau Téméraire venait à envahir notre pays.

Evidemment, le Téméraire de 1940 viendra avec des moyens plus puissants que celui de 1476. Mais, relativement, ils ne le seront peut-être pas. Le Téméraire avait l'armée la plus moderne de l'époque ; à Grandson, il avait pour 25 000 hommes plus de 400 canons, c'est-à-dire bien plus qu'un corps d'armée de n'importe lequel de nos voisins actuels. Et sa cavalerie lourde était comparable, vis-à-vis de la hallebarde et de l'arbalète suisses, aux chars cuirassés d'aujourd'hui vis-à-vis du mousqueton et de la mitrailleuse.

Le Téméraire moderne aurait dans son jeu deux atouts de plus : le nombre et l'aviation. Encore ne faut-il pas exagérer. Nous aussi, nous avons des centaines de mille hommes et des centaines d'avions. Je dirai même que, en tous cas pour les hommes, nous en avons autant qu'on peut en employer utilement sur n'importe lequel de nos fronts.

Si l'un ou l'autre de nos grands voisins, après s'être assuré de la non-intervention des autres, se mettait en tête de conquérir la Suisse, il est bien probable que nous finirions par succomber, « après une résistance honorable », comme me l'écrivait un général français avec lequel j'ai eu l'honneur de correspondre il y a quelques années.

Heureusement, cette éventualité est fort peu probable. Ce qui est, je ne dirai pas même probable mais fort possible, c'est que, si nos grands voisins se font la guerre, l'un ou l'autre d'entre eux trouve avantage à occuper tout ou partie de la Suisse.

Je ne considère pas même comme probable que l'un d'eux procède ainsi comme entrée de jeu. Cela n'a guère profité aux Allemands en Belgique en 1914.

Mais à supposer que les fronts se stabilisent comme à fin 1914, l'hypothèse d'une invasion subséquente de la

Suisse par l'un ou l'autre des belligérants devient vraisemblable.

Pour prendre un exemple intéressant directement notre pays, admettons l'hypothèse d'une guerre Allemagne-Italie contre France. Cela nous ramènerait à peu près à la situation de 1798 et la France par exemple pourrait trouver avantage à faire entrer ses armées en Suisse.

Nous aurions donc à faire face à une invasion comparable à celles de 1476 et 1798. Dans cette dernière, la défense suisse échoua. Il est donc naturel de prendre pour modèle celle de 1476 qui réussit, mais par des actions offensives.

Supposons donc ce qui suit :

« La guerre a éclaté entre la France, d'une part, l'Allemagne et l'Italie, de l'autre. (Je fais abstraction des puissances non voisines de la Suisse.) Les deux partis ont, au début, respecté la neutralité de la Suisse. Au bout de quelques semaines, les fronts se sont stabilisés. Des forces adverses importantes se font face en Alsace et sur la frontière italo-française.

» Une irruption en Suisse étant possible par n'importe lequel des belligérants, nos divisions et brigades de montagne ont occupé des positions défensives sur tous les fronts, pour empêcher toute violation de notre territoire. Un de nos corps d'armée (X) occupe le front Ouest, Jura de Neuchâtel et Vaud ; le gros des corps d'armée Y. et Z. occupe les autres fronts ; la valeur de deux divisions est en réserve à l'intérieur.

» Un matin, de très bonne heure, les troupes de couverture du corps d'armée X sont attaquées sur toute la ligne. En même temps, des avions rouges lancent des bombes sur Payerne, Lausanne, Fribourg, Berne, Bienne, Thoune, etc. Sur les autres fronts, calme complet. »

L'agression du côté ouest est patente. Le commandement suisse n'hésitera pas à dégarnir les autres fronts et à monter une manœuvre d'armée contre l'agresseur.

Sera-ce une manœuvre essentiellement offensive ou défensive ?

Avant de répondre à cette question, il faut noter qu'avant l'agression rouge, toutes nos unités d'armée auraient eu des missions défensives. J'en conclus déjà qu'il est de toute nécessité que nos divisions soient organisées, équipées et instruites pour la défensive à outrance, ce qui n'est pas synonyme de défensive passive. Si, dans le cas particulier, les divisions du corps d'armée X ne tiennent pas le temps nécessaire pour monter la manœuvre d'armée, c'est-à-dire quelques jours, celle-ci échouera certainement.

On serait peut-être tenté de prescrire à ce corps entier de manœuvrer en retraite.

Mais cette manœuvre avec trois divisions sur un très large front serait infiniment plus délicate que la défense sur des positions organisées. Elle ne s'imposerait que si l'attaque se produisait avant que le défenseur n'ait eu le temps de s'organiser sur ces positions, ce qui n'est pas le cas ici. Mais il peut, du point de vue du commandement suprême, y avoir avantage à ce que certaines divisions tiennent sur place et que d'autres battent en retraite. Je dirai donc que nos divisions doivent absolument pouvoir tenir ou manœuvrer en retraite selon les circonstances.

Mais cela ne suffit pas.

Si nos divisions ne savent pratiquer que la défensive et la retraite, le commandement suprême sera forcé de monter une manœuvre d'armée purement défensive.

Il n'aura, dans le cas qui nous occupe, le choix qu'entre le colmatage de la position du corps d'armée X, ou l'occupation d'une position d'armée plus en arrière, par exemple Bienne-Berne-Thoune, en sacrifiant ledit corps.

Le colmatage sera une opération bien délicate. Le corps d'armée X étant attaqué sur tout son front, il sera fort difficile à l'état-major d'armée de discerner, dès le début, sur quels secteurs portera l'effort principal de l'agresseur. Les divisions de renfort risquent d'être axées sur de fausses directions, d'entrer en ligne au mauvais endroit ou au mauvais moment, et de ne pas pouvoir remplir leurs missions. Ce n'est certes pas là la solution idéale.

L'occupation d'une position d'armée plus en arrière l'est encore moins. Elle sacrifie un tiers ou un quart de l'armée et autant du territoire, et conduit inévitablement à la stabilisation des fronts en Suisse. On sait ce que ça a coûté à la Suisse en 1799, et à la France en 1914. Inutile d'insister.

La seule solution qui puisse procurer la victoire reste celle de Morat 1476 : contre-attaquer énergiquement et rejeter l'ennemi hors du territoire national.

Vouloir plus serait dépasser nos moyens. L'histoire nous montre que les offensives suisses hors frontière, quand elles n'ont pas échoué, ont surtout profité à d'autres. Il est donc logique de laisser ces autres tirer eux-mêmes les marrons du feu. Une offensive hors frontière ne pourrait se concevoir pour nous que dans le cadre d'une coalition, comme à fin 1476. Même avec l'armement et l'équipement les plus modernes, et les plus complets, nos effectifs seuls n'y suffiraient pas.

De ce qui précède, il résulte que pour faire la guerre avec succès, il nous faut une armée non pas défensive, ni offensive, mais tout simplement manœuvrière, c'est-à-dire capable de passer suivant les besoins de la défensive à l'offensive ou à la manœuvre en retraite.

* * *

Je n'ai rien dit jusqu'ici de l'aviation. Il va bien sans dire que les bombardements ennemis auront déclenché automatiquement la riposte offensive de notre aviation de chasse. D'après les performances des récents concours internationaux, nous sommes en droit d'admettre qu'elle aura pu, en coopération avec la défense au sol, active et passive, enrayer sérieusement l'action de l'aviation adverse.

Il n'en reste pas moins que la défense aérienne active et passive, est encore aujourd'hui un de nos points faibles et demande à être largement développée.

* * *

Revenons à notre manœuvre d'armée.

J'ai supposé le corps d'armée X étalé du Jura bernois au Bas-Valais. Admettons, par exemple, que le Jura bernois et neuchâtelois soit occupé par deux divisions et le plateau vaudois par une autre ; les troupes de couverture sont devant le front.

Les troupes de couverture, appuyées sur les ouvrages permanents, tiendront sur place plusieurs jours. Les gros des divisions peuvent être engagés rapidement et tenir suffisamment longtemps pour permettre de monter la contre-offensive de l'armée.

En 1476, les Zurichois ont mis trois jours pour venir à pied de Zurich à Berne. Il faut espérer qu'aujourd'hui, avec les chemins de fer et les camions, ils pourront en faire autant. On pourra donc réunir en temps utile une masse de manœuvre importante, par exemple dans la région de Berne.

Pourquoi Berne ?

Parce que le Jura se prête mal à des opérations offensives de plusieurs divisions. On laissera donc au commandant du corps d'armée X, avec ses divisions éventuellement renforcées par une division ou une brigade de montagne, le soin de tenir le Jura comme il pourra et on concentrera derrière son front une masse de manœuvre de plusieurs divisions.

Quoi qu'il arrive pendant ce temps dans le secteur ouest, la lutte décisive doit s'engager à l'ouest de la grande barrière stratégique que l'Aar forme du lac de Thoue au lac de Biemme en travers du Plateau suisse, et dont Berne marque le milieu ; sans cela, c'est la stabilisation sur cette ligne.

C'est donc de la région de Berne que pourrait utilement partir la masse de manœuvre.

Que faudra-t-il prescrire aux troupes frontières, renforcées pendant la période d'attente ?

Tenir ? ou manœuvrer en retraite ?

Tenir ne sera guère possible. La ligne la plus courte entrant en ligne de compte est Yverdon-Lausanne, 30 km. Sur un tel front, l'ennemi peut mettre en ligne 10 divisions

et plus. En y mettant le prix, il passerait probablement assez vite.

La ligne Yverdon-Lausanne se prête d'ailleurs mal au déclenchement d'une contre-offensive. Celle-ci serait forcément purement frontale et devrait débiter par le franchissement, en face d'un ennemi vraisemblablement supérieur en effectifs et en moyens, du sérieux obstacle Orbe-Venoge.

Il serait donc logique d'attirer l'envahisseur plus à l'intérieur, sur un terrain nous offrant de meilleures possibilités de manœuvre.

La 1^{re} division, renforcée de troupes légères et territoriales, recevrait donc l'ordre de ne pas se laisser accrocher sur l'Orbe-Venoge, mais de manœuvrer en retraite sur la puissante coupure de la Sarine, en direction générale de Fribourg.

L'ennemi poursuivra ardemment. Il faudra probablement, au cours de sa retraite, étayer la 1^{re} division à droite et à gauche par des détachements combinés, peut-être même la relever par une division fraîche.

Lorsque l'ennemi aurait atteint la Sarine, la masse de manœuvre suisse se trouvera concentrée dans la région illustrée par trois victoires suisses : Neuenegg, Laupen, Morat. En tenant largement compte des détachements, elle aura encore la valeur de quatre divisions, soit le gros des corps d'armée Y et Z. Son attaque se déclenche en deçà ou au delà de la Sarine ou à cheval sur la coupure, selon les circonstances ; elle visera l'un des flancs de l'ennemi, peut-être les deux. A ce moment-là, renoncer à attaquer, mais se borner à repousser les attaques ennemies, d'après la formule Däniker, serait provoquer la stabilisation et ne se justifierait que dans des circonstances spéciales, par exemple dans l'attente de puissants renforts étrangers.

Nous croyons donc qu'il est nécessaire que nos corps d'armée soient capables de mener une action offensive contre un ennemi en mouvement ou en position faiblement organisée. Sans cela, il nous sera impossible de renouveler Morat et de rejeter l'envahisseur hors du territoire national.

Précisons que le thème que nous venons d'admettre est une hypothèse personnelle, destinée uniquement à servir de base aux considérations qui suivent.

Nous possédons maintenant les données nécessaires pour en déduire les grandes lignes de l'organisation, de l'équipement et de l'instruction qu'il convient de donner à notre armée.

Il ne peut évidemment pas être question de bouleverser l'*organisation des troupes* qui vient d'entrer en vigueur. Elle permet certainement, si *l'équipement et l'instruction des troupes sont suffisants*, de réaliser les manœuvres nécessaires. Il y manque surtout, ce qu'il ne faut jamais se lasser de répéter, l'organisation du commandement en chef. Espérons que celle-ci sera réalisée avant la prochaine guerre.

Une armée commandée par un chef nommé au dernier moment et assisté d'un état-major qui lui est étranger ne sera apte ni à l'offensive ni à la défensive.

Peut-on dire que l'équipement et l'instruction de notre armée soient suffisants ?

Comment notre armée est-elle équipée ?

Il va sans dire que le mot « équipement » doit être pris dans son sens le plus large ; il ne s'agit pas de boutons de guêtre, mais de tous les moyens matériels propres à faciliter la défense, ainsi que l'attaque, de positions improvisées. L'attaque de positions solidement fortifiées dépasse nos possibilités et n'est d'ailleurs pas nécessaire puisque la contre-offensive se déclenchera avant que l'agresseur soit solidement ancré au terrain conquis.

On peut, je crois, affirmer sans forfanterie que notre armée est suffisamment équipée pour la défensive et la manœuvre en retraite. L'arme essentielle de la défense est, et restera encore longtemps, dans nos terrains, la mitrailleuse, lourde ou légère, selon les cas. Nous avons une quantité suffisante de ces deux armes, à condition que nos mitrailleurs et ceux qui les emploient sachent en tirer, techniquement et tactiquement, tout le parti possible. C'est là question d'instruction et non d'équipement.

Pour la bataille offensive, nous sommes moins bien dotés : nous avons relativement peu de canons et d'avions et manquons de chars. Mais il ne faut pas oublier que notre terrain coupé et boisé est, d'une manière générale, peu favorable aux grands déploiements d'artillerie, de chars ou d'avions. L'art de notre commandement consistera, d'une part, à attirer l'ennemi dans un secteur où sa supériorité en moyens de ce genre sera en grande partie annulée par la nature du terrain, d'autre part, à concentrer dans ce secteur le plus possible de moyens offensifs.

Ces moyens, pour être relativement faibles, ne sont pas négligeables. Sans parler des moyens propres de l'infanterie, nos divisions possèdent 11 batteries dont 2 lourdes ; nous avons, aux échelons armée et corps d'armée, sauf erreur, 32 batteries lourdes, inutiles sur les autres fronts.

Notre contre-offensive menée par deux corps d'armée à deux divisions pourrait donc être appuyée par une artillerie de l'ordre de 60-80 batteries, dont la moitié de lourdes. Je doute qu'on puisse en placer davantage dans un terrain comme le nôtre. D'ailleurs, ce qui compte c'est moins le nombre des pièces que celui des projectiles, et par-dessus tout l'habileté des artilleurs. Donc, questions de ravitaillement et d'instruction plutôt que d'armement.

Notre aviation, je l'ai déjà dit, n'est pas non plus négligeable. Nous avons quelques centaines d'avions, et nous en aurons davantage sous peu ; l'envahisseur, déjà engagé sur d'autres fronts, n'aura pas nécessairement sur nous une supériorité écrasante, ni en quantité, ni en qualité. Il est permis de croire que, après quelques jours de guerre, il nous restera encore assez d'avions pour appuyer efficacement une attaque sur un front de deux divisions. Ce qui n'empêche pas le renforcement de notre aviation d'être une des mesures les plus urgentes à prendre.

Le fait que nous manquons totalement de chars ne m'inquiète guère. Quoi qu'on en dise, notre terrain coupé et boisé leur est ordinairement peu propice ; il l'est, par contre, à l'infiltration de notre infanterie et l'adversaire

n'aura pas eu le temps de créer des obstacles sérieux à la progression de celle-ci.

J'estime cependant que nous devrions constituer au moins un bataillon de chars, mais cela surtout dans un but d'instruction, pour apprendre à notre infanterie et à notre artillerie à les combattre. Subsidiairement, ce ou ces bataillons constitueraient un appoint notable, mais non indispensable, à nos moyens offensifs.

D'une manière générale, on peut dire que, compte tenu des réserves faites ci-dessus, notre armée est suffisamment équipée pour remplir sa mission.

Peut-on en dire autant du pays lui-même ?

Je laisse de côté les questions économiques : production, importation, stockage, qui ne joueront pas un rôle considérable dans la manœuvre de quelques jours envisagée ici.

Mais, pour pouvoir manœuvrer rapidement, l'armée doit absolument disposer d'excellents réseaux de communications et de transmissions, ainsi que d'un personnel capable de tirer de ces réseaux le rendement optimum et de les maintenir en bon état, malgré les efforts de l'ennemi pour en troubler le fonctionnement.

Cela nécessitera peut-être une certaine augmentation des troupes du génie de l'armée, tant de construction que de transmission, mais surtout une forte organisation du génie territorial. Cette organisation sera l'affaire des administrations de travaux publics, de téléphonie, de télégraphie avec et sans fil, de transports par chemins de fer, bateaux et véhicules à moteur. Cela essentiellement avec leur propre personnel, mais en liaison intime avec l'état-major de l'armée. Sous ce rapport, je crois que même dans leur état actuel, nos réseaux peuvent, à la rigueur, suffire aux besoins de l'armée. De nombreuses améliorations, par exemple du réseau routier, sont prévues ou en voie d'exécution.

Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire de protéger contre les attaques aériennes et les actes de sabotage, non seulement les susdits réseaux, mais tous les organes

essentiels au bon fonctionnement de l'armée : arsenaux, fabriques d'armes et de munitions, dépôts de troupes, de chevaux et de matériel de guerre, etc. Cette organisation est en progrès notable depuis quelques années ; il serait illusoire de s'imaginer qu'elle puisse arriver à tout protéger ; il est cependant permis de croire que, dans son état actuel, elle pourrait fournir une protection suffisante pour assurer la réussite de la manœuvre d'armée envisagée ci-dessus.

* * *

Nous pouvons donc avoir confiance en l'équipement et l'organisation de notre armée. Mais il faut que nous puissions avoir la même confiance dans l'exécution d'une manœuvre d'armée offensive ou défensive, il faut aussi que l'armée soit convenablement instruite. Il faut que les états-majors soient capables, non seulement de concevoir une telle manœuvre, ce qui est relativement facile, mais surtout de la préparer dans tous ses détails et de la diriger. Il importe encore et surtout que les troupes soient en mesure d'exécuter la manœuvre, que celle-ci soit offensive, défensive ou rétrograde.

On entend souvent dire qu'une troupe bien dressée pour l'attaque saura aussi se défendre. Ce n'est pas tout à fait vrai. C'est comme si l'on disait qu'une personne sachant bien l'allemand parlera aussi l'anglais sans l'avoir appris. Certes, ces deux langues ont une certaine parenté entre elles ; la connaissance de l'une facilitera la connaissance de l'autre ; elle ne la créera pas. Il en est de même des méthodes d'attaque et de défense.

Or, il est indiscutable que, dans notre armée, qu'il s'agisse d'un exercice de compagnie ou d'une manœuvre de corps d'armée, on a toujours trop pratiqué, et l'on pratique encore trop, l'attaque au détriment de la défense.

Cela veut-il dire qu'il faille retourner le char et exercer presque uniquement la défensive ? Cela paraît être l'avis des lieutenants-colonels Däniker et Frick ; ce n'est pas le mien.

Dans mes cours de fortification de campagne, j'ai toujours dit aux futurs commandants de compagnie et de bataillon d'infanterie qu'une de leurs principales missions, en guerre, serait d'organiser et de tenir un secteur défensif. Je ne m'en dédis pas, mais j'insiste sur les mots « une des missions » et non « la seule » mission. Il est bien évident pour moi que les circonstances peuvent appeler toute troupe à combattre de trois façons : attaque, défense et retraite.

Le bon sens indique que toute troupe doit donc, si possible, être instruite à *fond* dans ces trois manières de combattre.

Mais alors se pose pour nous une question bien plus grave : nos écoles de recrues de trois mois et nos cours de répétition de trois semaines nous permettent-ils cela ? Il faudrait une forte dose d'optimisme pour l'affirmer.

Nous nous trouvons donc devant le dilemme :

augmenter la durée de nos périodes de service ;

ou bien : exercer à fond, à tous les degrés, l'un des trois modes de combat et n'exercer les deux autres que dans la mesure du possible.

La solution juste serait indubitablement, en théorie, l'augmentation de la durée du service et elle devrait être considérable, disons, pour fixer les idées, du simple au double, pour être vraiment efficace.

Or nous venons seulement d'augmenter la durée de nos écoles de recrues et de nos cours de répétition. Une nouvelle augmentation importante se heurterait aujourd'hui presque certainement à la volonté d'une majorité populaire mal renseignée. En outre, ce qui est plus grave, si cette augmentation arrivait, par miracle, à doubler, à bref délai, le cap de la volonté populaire, il lui faudrait encore, pour déployer tous ses effets, autant d'années qu'il y a de classes d'âge dans nos troupes de combat. L'augmentation de la durée des écoles de recrues ne saurait donc avoir qu'une très faible influence sur une guerre éclatant en 1940, comme je l'ai supposé.

Nous nous trouvons donc forcés d'adopter, au moins provisoirement, la seconde solution, c'est-à-dire d'exercer surtout l'un des trois modes de combat au détriment des deux autres. Et je n'hésite pas à dire que nous devons donner la prépondérance — mais non le monopole — à la défensive. Et il va sans dire que cela doit se faire non seulement à l'école de recrues, mais aussi dans l'instruction des cadres de tous grades et surtout aux cours de répétition, où l'on dispose des bataillons et batteries de guerre.

Je ne crains pas que, de ce fait, l'instruction des procédés de l'attaque et de la retraite en souffre trop. Pour ce qui est de cette dernière, elle n'est, somme toute, qu'une forme de la défensive. Quant à l'offensive, ses réflexes ont si bien été inculqués à nos états-majors et à nos troupes depuis un demi-siècle qu'ils y subsisteront encore longtemps. On aura plus de peine à les ramener à une juste mesure qu'il y aura de danger à les voir disparaître entièrement.

Si nous avons jusqu'ici exercé surtout l'offensive au détriment de la défensive, cela provient peut-être moins d'un excès d'esprit offensif que d'une certaine paresse d'esprit ou, pour le dire plus poliment, d'un certain manque d'imagination.

Il est facile de monter, avec une compagnie, un exercice d'attaque contre un ennemi marqué ou même supposé, et j'ai plusieurs fois vu un corps d'armée manœuvrer, sans trop d'accrocs, contre un plastron.

Mais exercer la défensive, même avec une simple compagnie, contre un assaillant inexistant ou insuffisamment étoffé, demande, de la part des dirigeants et des exécutants, un effort d'imagination aussi considérable que peu instructif.

On ne peut apprendre à se défendre que par des exercices ou manœuvres à double action, où l'assaillant dispose de moyens réels au moins égaux à ceux du défenseur. C'est pourquoi il n'y a pas lieu de craindre que, dans l'instruction de nos troupes, on se voue exclusivement à la défensive.

Il suffira, dans la préparation, l'exécution et la critique des exercices, de mettre l'accent sur le travail du défenseur et non, comme on l'a fait jusqu'ici, sur celui de l'assaillant.

D'une manière générale, il faut que notre armée, du haut en bas de l'échelle, se pénètre de l'idée que notre politique de neutralité nous impose une stratégie défensive, et qu'en cela notre armée diffère profondément de celles de nos grands voisins, destinées en principe à la stratégie offensive.

D'autre part, nous devons nous rendre compte que la stratégie défensive ne consiste pas uniquement à repousser des attaques, mais aussi à riposter efficacement.

Il est par conséquent tout aussi faux de vouloir faire de notre armée une armée purement défensive qu'une purement offensive. Elle doit, comme toute autre armée, et comme tout individu, être capable non seulement de se défendre, mais aussi d'attaquer. La différence essentielle d'avec d'autres armées est que nous renonçons d'emblée à la guerre d'invasion et à l'attaque de forteresses et de positions fortifiées, ce qui nous permet de simplifier notablement l'organisation, l'équipement et l'instruction de notre armée, tout en la rendant assez forte pour ne craindre aucun envahisseur.

Colonel LECOMTE.
